

# Les Organisations de la Société Civile en Afrique de l'Ouest appelé la CEDEAO à accorder la priorité à son intervention au Mali

Abuja, 13 juillet 2020

Etant donné la crise en cours au Mali, les organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest ont, le lundi 13 juillet 2020, appelé la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à accorder la priorité à son intervention dans le pays.

Dans une lettre signée par les directeurs de 100 OSC à travers l'Afrique de l'Ouest et adressée au Président de la République du Niger, M. Issoufou Mahamadou, la coalition a déclaré que les tensions politiques croissantes au Mali doivent être traitées de toute urgence.

La coalition a exhorté président Issoufou, qui est également le président de l'Autorité des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, à faire face aux agitations politiques au Mali à la suite des élections législatives de mai.

Il a également souligné que les élections ont mis l'administration du président Ibrahim Boubacar Keïta et de l'opposition, la coalition M5-RFP sur une trajectoire de collision.

La coalition M5-RFP est composée de la Coordination des mouvements d'associations et de sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko (CMAS), du Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD) et d'Espoir Mali Koura (EMK).

Copiés dans la lettre du 13 juillet 2020, sont les leaders politiques de la France, du Danemark, les chefs des Nations Unies, de l'Union européenne, de l'Union Africain, de l'ambassade de la France, l'ambassade de Danemark, du Département des affaires politiques de la CEDEAO, du Département des affaires de consolidation de la paix/Unité d'alerte précoce de la CEDEAO, les commissaires aux droits de l'homme de la CEDEAO/UA parmi beaucoup d'autres.

Les OSC ont attiré l'attention sur le fait qu'étant donné l'impact multidimensionnel que l'escalade de cette crise politique au Mali pourrait avoir sur la région de l'Afrique de l'Ouest, des pays tels que le Burkina Faso, le Niger, la Côte d'Ivoire et la Guinée pourraient se

retrouver dans une situation sécurité irréparable.

Les OSC ont déclaré qu'une telle crise pourrait ainsi avoir un effet d'entraînement regrettable sur la vie de 172 millions de personnes dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest.

Dirigées par le directeur du Centre pour la démocratie et le développement (CDD), Idayat Hassan, les OSC ont appelé le président Muhammadou Issoufou à s'engager de manière décisive avec les parties concernées pour résoudre l'impasse entre le gouvernement du président Ibrahim Boubacar Keïta et la coalition d'opposition M5-RFP.

Selon les OSC, il est essentiel, à court terme, d'assurer la paix et la bonne gouvernance pour le peuple du Mali avec un effort soutenu afin d'arriver à une solution qui garantira la paix et la sécurité dans le pays dans le respect des normes et principes de la CEDEAO.

« Nous sommes conscients que la CEDEAO s'est engagée avec les autorités du Mali, et il y a des signes de réceptivité au dialogue. Nous sommes également encouragés par les concessions significatives faites par le Président Ibrahim Boubacar Keïta », peut-on lire dans la lettre.

« On peut dire la même chose de l'imam Mahmoud Dicko, qui continue à interagir avec les diplomates, les fonctionnaires des Nations unies et le représentant de l'Union africaine (UA), alors que toutes les parties cherchent une solution pacifique à la crise. Néanmoins, un travail important est nécessaire pour parvenir à une résolution », peut-on lire.

Il a également imploré la CEDEAO de prioriser la quête d'un engagement continu au Mali, avec toutes les parties prenantes. Cela doit inclure les organisations de la société civile comprenant les groupes de jeunes et de femmes, les organisations confessionnelles représentant toutes les confessions, les autorités traditionnelles - représentant tous les groupes communautaires - et le secteur de la sécurité - au-delà du clivage politique et idéologique.

Les OSC ont encouragé la CEDEAO à collaborer avec les représentations diplomatiques, en particulier l'Union européenne, la France, pour engager de manière proactive tous les combattants au Nord et au Centre du Mali.

Il a déclaré que la fin des hostilités au Mali peut permettre la tenue de négociations sur une paix durable et mettre fin aux souffrances humaines persistantes en raison du conflit et des crises politiques et des difficultés économiques concomitantes déjà exacerbées par la pandémie de Covid-19.

« Alors que l'UA cherche à faire avancer sa campagne « Silencing the Guns in Africa » d'ici 2020, nous, en tant que société civile et organisations confessionnelles, sommes prêts à travailler avec la CEDEAO au Mali, de toutes les manières possibles », ont déclaré les OSC.

Abuja, 13 juillet 2020

**La lettre a été cosignée par les Directeurs du :**

Centre pour la Démocratie et le Développement (CDD -West Africa)  
L'Institut de la société civile de l'Afrique de l'Ouest (WACSI)  
Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP)  
Centre pour le Développement Démocratique (CDD-Ghana)  
Dr Emmanuel Akwetey - Institute for Democratic Governance (IDEG), Ghana  
Partners West Africa  
Marcella Samba-Sesay - Campaign for Good Governance (CGG)  
Esther Tawiah - Gender Centre for Empowering Development (GenCED)  
Hawa Sally Samai - Advocacy Movement Network (AMNet)  
Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) Burkina Faso  
Media Foundation for West Africa (MFWA)

Civil Society Legislative Advocacy Centre (CISLAC)  
Yiaga Africa  
Global Rights, Nigeria  
Partners West Africa  
The Centre for Information Technology and Development, CITAD  
Centre for Democratic Development Research and Training (CEDDERT) Nigeria.  
Socio Economic Rights & Accountability Project (SERAP)  
Nigeria Network of NGOs  
Alliances for Africa  
Resource Centre for Human Rights & Civic Education (CHRICED) Nigeria  
Corporate Accountability and Public Participation (CAPPA)  
Community Life Project (CLP)  
Yar'Adua Foundation  
National procurement Watch Platform  
Rule of Law and Accountability Advocacy Centre (RULAAC).

Centre for Social Justice.  
State of the Union (SOTU) Campaign  
Asabe Shehu Yar'Adua Foundation (ASYARFS)  
Policy Alert  
Corporate Accountability and Public Participation (CAAPA)  
Zero Corruption Coalition  
Tax Justice and Governance Platform  
Community Action for Popular Participation  
Say No Campaign  
Alliance for Credible Elections  
Beautiful Eves of Africa Organisation  
Oke Foundation  
Confluence of Rights, Nigeria  
Legal Resources Consortium; Justice for Peace and Development Initiative.  
Divine Era Development and Social Rights Initiative (DEDASRI)  
National Association of Nigerian traders (NANTS)  
Women, Law and Development Initiative (WOLDI)  
Community Outreach for Development and Welfare Advocacy (CODWA)  
HEDA Resource Centre.  
Foundation for Environmental Rights, Advocacy & Development (FENRAD)  
Centre for Human Rights and Social Advancement (CEFSAN).  
National Procurement Watch Platform Nigeria

Front Citoyen Togo Debout  
Le Mouvement Martin Luther King Togo  
Novation Internationale Togo  
Conseil Episcopal Justice et Paix

Centre for Research and Policy Development- Gambia  
African Youth Commission – Gambia  
Activista Gambia  
Gambia Participate

Rights and Rice Foundation & Chairman, TJWG Liberia  
Namote Partners  
Foundation for Human Rights and Democracy (FOHRD)  
Center for Media Studies and Peacebuilding

Association Panafricaine pour l'analphabetisme et L'Education des Adulte  
(PAALAE)  
Association des blogueurs de la Guinée

Centre for Accountability and Rule of Law (CARL)  
Mano River Women's Peace Network

The 50/50 of Sierra Leone  
Girls +  
Society for Democratic Initiatives (SDI)  
Kids Advocacy Network  
Centre for Coordination of Youth Activities (CCYA)  
Women's Forum Network (50 Women's organisations)  
Foundation for Rural and Urban Transformation (FoRUT)  
Child Rights Coalition – Sierra Leone (105 National Organisations)  
Skyy Women's World Network  
Barbarra Town  
Kids Radio Network  
Youth Forum Network  
ECOWAS Youth Council – Sierra Leone  
Salone Lives Matter  
One Family People  
Madam Planner  
Society for Peace and Development  
Social Workers – Sierra Leone  
Mabalka Foundation  
Native Consortium (NTT) (236 members)  
Foundation for Human Rights and Democracy (FOHRD)  
Régional President of REPSFECO  
Defence for Children International– Sierra Leone  
Indigo Centre for Justice  
Africa Mirror  
Girls Advocacy Development Network  
Young People Advocacy Network (YPAN)  
Women's Alliance Against Maternal Mortality Foundation  
Girls Empowerment Advocacy Board  
Women's Rights Advocacy Group



**Centre for Democracy & Development**  
Centre pour la démocratie et le développement

The Centre for Democracy and Development (CDD) was established in the United Kingdom in 1997 as an independent, not-for-profit, research training, advocacy and capacity building organisation

**Address**

16 A7 Street, Mount Pleasant Estate, (CITEC)  
Mbora District- Jabi Airport Road, Abuja

**Phone No**

+23492902304

**Email**

[cdd.abv@cddwestafrica.org](mailto:cdd.abv@cddwestafrica.org)

**Website**

[www.cddwestafrica.org](http://www.cddwestafrica.org)